



Lundi 06 Janvier 2025



L'État maintient son bouclier protecteur en 2025

L'État maintient son bouclier protecteur en 2025. Des mesures permettront d'alléger le panier de la ménagère, des subventions ciblées et des augmentations pour la rationalisation de la consommation.

Les Algériens peuvent souffler en ce début d'année 2025. La nouvelle loi de finances, entrée en vigueur le 1er janvier dernier, apporte son lot de bonnes nouvelles, particulièrement sur le front des produits de première nécessité.



La fin des transactions en espèces suscite des interrogations

La fin des transactions en espèces dans l'immobilier suscite des interrogations. Les agents et les promoteurs redoutent un ralentissement des transactions.

En vertu de la loi de finances 2025, depuis le 1er janvier, les paiements en espèces sont interdits dans le secteur de l'immobilier pour renforcer la transparence, lutter contre le blanchiment d'argent et encourager le recours pour les virements bancaires et chèques.



Le découpage administratif revu d'ici fin 2025 : L'architecture de l'Algérie nouvelle

La carte administrative de l'Algérie connaîtra, d'ici la fin de l'année, un profond remodelage. Cette mission échoit à la haute chambre du Parlement. Il s'agit de la concrétisation de l'un des engagements phares du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le second mandat.

Un engagement qu'il a réitéré, lors de son discours prononcé à la réunion gouvernement-walis, en décembre dernier, à Alger. Le nouveau découpage territorial, en cours de préparation, vise à combler les insuffisances persistantes et à répondre, en même temps, à plusieurs objectifs stratégiques, socio-économiques et politiques.



Bourse d'Alger : Entrée prochaine de Djezzy

L'opérateur de téléphonie mobile «Djezzy» sera inscrit à la Bourse d'Alger au cours du premier semestre de cette année. C'est ce qu'a notamment annoncé, hier, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations boursières (COSOB), Youcef Bouzenada, qui a souligné, dans le même sillage, les grandes avancées enregistrées ces derniers temps par la COSOB en soulignant que l'année dernière a été «historique» pour la Bourse d'Alger qui a réalisé «des résultats jamais atteints depuis sa création en 1997».

Les chiffres communiqués par le même responsable font ressortir que la valeur marchande de la Bourse d'Alger a atteint, à fin 2024, pas moins de 518 milliards de dinars, «enregistrant ainsi une hausse de 700% par rapport à 2023». Le volume des échanges a dépassé 2,7 milliards de dinars, à la fin de 2024, «soit une augmentation de 500% par rapport à la même période de l'année précédente».



[Après le CPA et la BDL, Djezzy bientôt cotée en Bourse](#)

[Le coup d'accélérateur](#)

L'État entend soulager la pression financière exercée sur les banques.

Après le Crédit populaire d'Algérie, qui a acté l'ouverture de son capital dans le courant de l'année dernière, et la Banque de développement local, qui envisage la même opération le 20 janvier prochain, c'est au tour de l'entreprise de télécommunications Djezzy, de candidater pour une introduction en Bourse.

Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse, Youcef Bouzenada, en a fait l'annonce, hier, fixant le délai de la finalisation du dossier, au premier semestre de l'année en cours. Avec ce troisième mastodonte de l'économie nationale en termes de capitalisation, de chiffre d'affaires et l'importance de son plan de charge, la place boursière d'Alger qui a connu bien plus de bas que de hauts depuis sa création, peut entrevoir une perspective positive à plus ou moins moyen terme.



[Les assurances comme intermédiaires](#)

[Un atout pour booster la Bourse](#)

L'entrée en Bourse des compagnies d'assurances permettrait de restructurer et de stabiliser les transactions, et d'édifier un climat d'échange et de fonctionnement plus attractif.

En profonde phase de régulation et de réforme, le marché financier déploie ses actions vers l'amélioration et la stabilité des ressources, vers la diversité des produits à échanger. À ce titre, l'intégration des acteurs potentiels tels que les compagnies d'assurances, en tant qu'intermédiaire en opération de Bourse se présente comme un gage de crédibilité, susceptible de booster l'activité boursière.

Dans ce contexte, le Délégué général de l'Union des sociétés d'assurances et de réassurance (UAR), Mberrah, a précisé que «Les compagnies d'assurances jouent un rôle essentiel dans la promotion du marché financier national. En tant qu'investisseurs institutionnels, elles détiennent des ressources financières substantielles, constituées principalement des primes collectées auprès des assurés».

Japonais et américains attirés par nos gîtes de métaux rares

L'Algérie, le nouvel Eldorado

Cette nouvelle richesse inexploitée suscite l'intérêt des grandes puissances industrielles, leaders mondiaux dans les technologies avancées.

Les « terres rares » de toutes les convoitises ! L'Algérie amorce une nouvelle ère économique en exploitant ses richesses minières longtemps ignorées. De la mise en orbite du fer de Ghar Djebilet, du zinc d'Amizour et du phosphate de Tébessa à la découverte de nouvelles ressources stratégiques, le pays aspire à devenir un acteur incontournable dans le secteur minier mondial. Ils devraient atteindre leur vitesse de croisière à l'horizon 2027 pour mener le pays vers l'objectif tracé par le président Tebboune, à savoir un PIB de 400 milliards de dollars.

Algérie 360°

Lancement du nouveau plan comptable de l'État algérien en 2025

Le ministère des Finances a annoncé la mise en œuvre du nouveau plan comptable de l'État à partir du 2 janvier 2025, conformément à l'instruction n°21 datée du 29 décembre 2024.

Cette réforme vise à remplacer le système actuel basé sur le code de comptes de la Trésorerie par un système comptable moderne aligné sur les normes internationales.

Ce passage au nouveau plan comptable a pour but principal de garantir une meilleure conformité des comptes annuels de l'État avec les standards comptables internationaux.

Algérie 360°

Loi des hydrocarbures... Ces 5 richesses redéfinissent l'avenir économique de l'Algérie

L'Algérie, le géant de l'énergie, avec ses réserves d'hydrocarbures, semble prête à changer de cap. Si le pays a longtemps misé sur le pétrole et le gaz, il peut désormais se tourner vers un autre atout de taille, ses richesses minières.



L'assouplissement de la fiscalité, un stimulateur pour maximiser l'investissement

Selon le point de vue de l'expert en système bancaire, Sofiane Mazari, « Il faut partir du principe que la fiscalité est une réalité économique incontournable, mais qu'elle est un outil stratégique pour guider les choix économiques par le biais de la politique publique de l'État.

Pour l'année 2025, plusieurs mesures ont été prises dans la Loi de finances visant à encourager les investissements, notamment dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'énergie et les énergies renouvelables.



L'Algérie mise sur la transparence et l'investissement pour transformer son secteur pétrolier

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nedil, a souligné l'importance du nouveau décret exécutif régissant les activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, récemment examiné par le gouvernement. Ce texte, selon lui, constitue une avancée majeure pour renforcer la concurrence et la transparence dans un secteur stratégique pour l'économie nationale.

Dans une déclaration à l'APS, Nedil a précisé que ce cadre réglementaire vise à « encourager la concurrence et professionnaliser davantage les acteurs du secteur », tout en garantissant une transparence accrue et une équité entre les distributeurs. Le marché national compte actuellement 12 distributeurs en plus de Naftal, filiale de Sonatrach spécialisée dans la distribution des produits pétroliers.



Indice de l'ONS sur la production industrielle : Le secteur public maintient sa dynamique de croissance

Le secteur public national affiche une dynamique de croissance positive, avec une production industrielle en hausse de 3,2% au troisième trimestre de l'année écoulée, comparativement à la même période de l'année précédente, indique le dernier bulletin de l'Office national des statistiques (ONS), publié hier sur son site web officiel.

Sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2024, la production industrielle du secteur public a enregistré une croissance globale de 3,3%, souligne le même organe, en précisant que certains secteurs ont bien évolué durant le troisième trimestre 2024 par rapport à d'autres qui ont connu plutôt une certaine tendance au recul. Ainsi, selon le nouvel indice de l'office public des statistiques, les secteurs de l'énergie, des mines et carrières, ainsi que celui



Taux de change parallèle : L'Euro remonte face au Dinar

La cotation commerciale de la monnaie nationale à Banque d'Algérie, indique que pour ce dimanche 5 janvier, l'Euro s'échange à 140,93 dinars algériens à l'achat et à 140,97 dinars à la vente, avec à la clé une relative stabilité.

Pour sa part, le dollar US affiche 135,86 dinars à l'achat et 135,87 dinars à la vente. Quant à la Livre sterling, elle se conforte dans ses niveaux élevés avec un taux de 170,06 dinars à l'achat et 170,12 dinars à la vente.



نظام معلوماتي لتسجيل عمليات الخزينة خلال 2025

هذه تفاصيل المخطط المحاسبي الجديد للدولة بداية من 2 جانفي

أعلنت وزارة المالية عن دخول المخطط المحاسبي للدولة حيز التنفيذ ابتداءً من 2 جانفي 2025، وفقاً للتعليمية رقم 21 المؤرخة في 29 ديسمبر 2024، بهدف الانتقال من نظام مدونة حسابات الخزينة إلى نظام محاسبي جديد، ويأتي هذا الإجراء لضمان توافق الحسابات السنوية للدولة مع المعايير المحاسبية الحديثة، مع اعتماد نظام معلوماتي للخزينة لتسجيل العمليات المحاسبية.



حسب تقرير الديوان الوطني للإحصائيات للثلاثي الثالث من 2024

هذه مؤشرات الصناعة خلال 90 يوماً

سجل الإنتاج الصناعي في القطاع الاقتصادي العمومي الوطني خلال الثلاثي الثالث من عام 2024 ارتفاعاً ملموساً بنسبة 3.2 بالمائة مقارنة بنفس الفترة من العام السابق، وفقاً لمؤشر الإنتاج الصناعي الصادر عن الديوان الوطني للإحصائيات، وذلك في ظرف التسعين يوماً الممتدة بين 1 جوان إلى 1 سبتمبر، ويعزى هذا النمو إلى التحسن الملحوظ في قطاعات مثل الطاقة والمناجم والصناعات الكيماوية، رغم استمرار التحديات في مواد البناء والخشب.



وسط ترقب واسع لشروط وآليات الاستفادة من المنحة السياحية

“الدوفيز” يرتفع من جديد في السوق الموازية

بعد أن تراجعت بشكل لافت في الفترة التي سبقت نهاية عام 2024، في أعقاب إجراءات الحكومة لتسقيف المبالغ المسموح بإخراجها ورفع المنحة السياحية، عادت أسعار العملة الصعبة للارتفاع مجدداً في السوق الموازية.

وبعد زيادة تدريجية منذ بداية السنة الجديدة، بلغ الارتفاع في غضون 24 ساعة نحو 10 دنانير أي 1000 دينار لكل ورقة من 100 يورو، مع تسجيل ارتفاع مفاجئ في الطلب على “الدوفيز” وخصوصاً اليورو والدولار.



إدراج متعامل الهاتف النقال في بورصة الجزائر بهذا التاريخ

أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، أن سنة 2024 كانت محطة تاريخية لبورصة الجزائر، محققة أرقاماً غير مسبوقة منذ تأسيسها عام 1997. وأعلن عن إدراج شركة “جازي” في البورصة خلال السداسي الأول من سنة 2025 .

وأوضح بوزنادة، خلال استضافته في برنامج “ضيف الصباح” بالقناة الإذاعية الأولى، أن القيمة السوقية لبورصة الجزائر بلغت 518 مليار دينار نهاية 2024، مسجلة ارتفاعاً بنسبة 700% مقارنة بعام 2023، فيما تجاوز حجم التداول 2.7 مليار دينار، بزيادة قدرها 500% مقارنة بالفترة نفسها من السنة الماضية.



بتحقيقها نتائج لم تبلغها منذ تأسيسها قبل 27 سنة

بوزنادة: 2024... محطة تاريخية لـ”بورصة الجزائر”

أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة يوسف بوزنادة، أن سنة 2024 كانت تاريخية لـ”بورصة الجزائر” بتحقيقها نتائج لم تبلغها منذ تأسيسها سنة 1997، معلنا عن إدراج شركة “جازي” في البورصة خلال السداسي الأول لسنة 2025.

وقال يوسف بوزنادة في برنامج ضيف الصباح للقناة الإذاعية الأولى إن القيمة السوقية لـ”بورصة الجزائر” تبلغ 518 مليار دينار محققة ارتفاعا بنسبة 700 بالمئة مقارنة بسنة 2023، فيما فاق حجم التداول 2.7 مليار دينار نهاية 2024 بنسبة ارتفاع قدرت بـ500 بالمئة مقارنة بنفس الفترة من السنة الفارطة.



إدراج شركة "جازي" في بورصة الجزائر

كشف رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة. عن إدراج شركة الاتصالات "جازي" في بورصة الجزائر خلال السداسي الأول من العام الجاري.

وفي حديثه خلال برنامج "ضيف الصباح" على القناة الإذاعية الأولى، أوضح بوزنادة أن القيمة السوقية لبورصة الجزائر وصلت إلى 518 مليار دينار. مسجلة ارتفاعاً بنسبة 700% مقارنة بسنة 2023. كما تجاوز حجم التداول 2.7 مليار دينار مع نهاية عام 2024، وهو ما يمثل نمواً بنسبة 500% مقارنة بنفس الفترة من العام السابق.



مع ارتفاع الاستثمارات الأجنبية بفضل الإصلاحات.. حميدوش لـ"المساء":

2025 سيعرف حركة لاقتصاد متنوع يحقق رفاهية الجزائريين

توقع الخبير الاقتصادي أحمد حميدوش أن يعرف عام 2025 استمراراً لمسار التحول الاقتصادي في الجزائر مع تسارع الجهود لتعزيز التنوع الاقتصادي وتعميق الإصلاحات، مما يساعد على زيادة حجم الاستثمارات الأجنبية خاصة في قطاعات الفلاحة، والصناعة، والطاقة المتجددة بفضل البيئة الاقتصادية المحسنة.

أوضح حميدوش في تصريح لـ"المساء" أن المؤشرات تبين أن الجزائر ستحقق تقدماً في رقمنة الخدمات وتعزيز الشمول المالي خلال السنة الجارية، مما سيساهم في تسهيل الأعمال ورفع الكفاءة، مشيراً إلى أن التحدي الأكبر هو تحقيق توازن بين النمو الاقتصادي والحفاظ على الاستقرار الاجتماعي.

[قال إن عام 2024 تاريخي لهذه السوق المالية.. بوزنادة:](#)

["جيزي" تدخل بورصة الجزائر قبل جوان 2025](#)

أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، أن عام 2024 كان تاريخيا لبورصة الجزائر بتحقيقها لنتائج لم تبلغها منذ تأسيسها سنة 1997، معلنا عن إدراج شركة جازي في البورصة خلال السداسي الأول لعام 2025.

قال بوزنادة، في برنامج ضيف الصباح للقناة الإذاعية الأولى، إن القيمة السوقية لبورصة الجزائر تبلغ 518 مليار دينار محققة ارتفاعا بنسبة 700% مقارنة بسنة 2023، فيما فاق حجم التداول 2.7 مليار دينار نهاية 2024 بنسبة ارتفاع قدرت بـ500% مقارنة بنفس الفترة من السنة الفارطة، مؤكدا أن بورصة الجزائر تتطور بشكل كبير للمشاركة في ديناميكية الاقتصاد الوطني عبر مخطط يتضمن عدة محاور يتقدمها تحديث البنية التحتية بمشروع لنظام معلومات البورصة يرتقب أن يكون جاهزا خلال السداسي الأول من العام الجاري.

VOX POPULI

Euros et dollars : que sera demain ?

Suite de la Une

L'augmentation de l'allocation en devises, annoncée par le gouvernement, est perçue comme une tentative d'assainir le marché de la devise étrangère, en portant un coup sérieux aux réseaux des trafiquants. Cependant, il est peu probable qu'elle contribue à réduire ce trafic. Bien au contraire, une allocation élargie risque d'alimenter davantage le marché noir. L'histoire récente montre que même des montants modestes (les 100 euros d'avant 2025) ont généré des flux importants : des milliers de véhicules traversant la frontière avec les devises légalement obtenues, avant de les réintroduire dans le circuit informel en Algérie. Une allocation multipliée par 7,5 pourrait considérablement amplifier ce phénomène.

En fait, le facteur clé ayant contribué à la

récente hausse de la devise étrangère dans un premier temps, réside dans la rumeur persistante d'un changement imminent des billets de banque. Cette information a poussé certains détenteurs de liquidités importantes – stockées en dehors du système bancaire – à se débarrasser massivement de leurs dinars. Les sommes en question sont colossales, parfois estimées à des centaines de milliards de dinars, accumulées en dehors des circuits officiels. La conversion précipitée de ces fonds en euros et dollars a entraîné une explosion de la demande sur le marché noir, ce qui a renforcé la valeur des devises étrangères tout en affaiblissant le dinar.

Cependant, l'annonce de mesures visant à mieux contrôler le marché noir des devises et les premières fluctuations négatives de l'euro et du dollar ont créé une réaction en chaîne. Les détenteurs de

devises, craignant une perte de valeur, ont commencé à revendre leurs euros et dollars pour limiter leurs pertes. Cette dynamique a provoqué un premier choc à la baisse pour les devises étrangères face au dinar.

Ce cycle de revente a amplifié les mouvements de yo-yo sur les taux de change. Ainsi, les devises étrangères ont vu leur valeur diminuer, mais cette chute reste fragile et sujette à des retournements rapides en fonction des annonces économiques ou politiques.

Je pense que la stabilisation du marché des devises dépendra de plusieurs facteurs. Primo, il est certain que la gestion de l'allocation en devises et la lutte contre le marché noir joueront un rôle crucial dans la régulation des flux de devises. Secundo, la spéculation sur les devises est souvent liée à un manque de confiance dans la monnaie nationale. Renforcer cette confiance passe

Par Maâmar Farah

par des réformes structurelles. Tercio, les variations des taux de change internationaux, les décisions des Banques centrales et les événements géopolitiques influenceront également le comportement des devises face au dinar.

La baisse récente des devises étrangères face au dinar peut sembler prometteuse, mais il faut attendre avant de savoir si elle va durer, car elle repose sur des bases instables. Ce yo-yo incessant illustre un marché déstabilisé, où chaque nouvelle annonce ou rumeur peut inverser la tendance. Une analyse prospective sérieuse et des politiques monétaires cohérentes seront indispensables pour anticiper les évolutions de 2025 et éviter de nouvelles turbulences.

M. F.

CRÉDIT À LA CONSOMMATION ÉLARGI ET MOYEN DE PAIEMENT DIFFÉRÉ

Des mesures pour booster la consommation

La loi de finances 2025 à travers l'article 181 autorise désormais les banques à élargir leurs gammes de produits en proposant des crédits à la consommation pour répondre à «l'évolution des besoins des ménages confrontés à des dépenses croissantes dans des domaines variés tels que les études, la santé ou encore les voyages», expliquait le gouvernement au moment où la loi de finances n'était qu'à l'état de projet.

Dans son article 181, la loi de finances 2025 stipule que les dispositions de l'article 75 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, modifiées et complétées par l'article 88 de la loi de finances pour 2015, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit : «Dans le cadre de la relance des activités économiques, les banques sont autorisées à accorder, en sus des crédits immobiliers, des crédits à la consommation destinés à l'acquisition de biens et des services par les ménages. Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire». Depuis son rétablissement en 2015, le crédit à la consommation en Algérie a été strictement encadré. Initialement supprimé en 2009, il avait été réintroduit dans le cadre de la loi de finances 2015, avec pour objectif de dynamiser

l'économie nationale. Cependant, cette mesure était assortie de conditions restrictives : seuls les produits fabriqués ou assemblés localement étaient éligibles.

Un décret exécutif, entré en vigueur en 2015, définissait en effet précisément les critères d'éligibilité au crédit à la consommation. Les opérateurs devaient produire sur le territoire national et répondre à des taux d'intégration fixés par arrêté ministériel. Parmi les produits concernés figuraient les véhicules de tourisme, les appareils électroménagers, les produits électroniques, le mobilier, des produits textiles et autre céramique. Un dispositif, bien qu'efficace pour soutenir les industries locales, limitait l'accès des consommateurs à une gamme de biens plus large. L'objectif affiché est clair : élargir le champ d'action du crédit bancaire pour stimuler davantage la consommation.

Cette réforme pourrait marquer un tournant dans les politiques économiques du pays, permettant non seulement de diversifier l'offre pour les particuliers, mais aussi de renforcer la dynamique économique globale. Toutefois, les modalités précises de cet élargissement restent à définir. Avec cette mesure, c'est un pas qui est franchi dans l'adaptation du secteur financier à la réalité économique d'aujourd'hui.

CPAY+ et One Pay : une révolution dans la gestion des dépenses bancaires en Algérie

Comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, les banques algériennes, tel qu'annoncé par le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque nationale d'Algérie (BNA), ont procédé au lancement, respectivement, de la carte CPAY+ et One Pay. Les deux banques enrichissent leurs offres avec une carte bancaire à débit différé destinée aux clients particuliers ayant des revenus stables. Avec cette innovation, les deux banques proposent de simplifier la gestion des dépenses tout en offrant une transparence totale. La spécificité de CPAY+ et One Pay réside dans son fonctionnement : tous les paiements effectués – que ce soit en magasin ou en ligne



La loi de finances 2025 autorise les banques à élargir leurs gammes de produits en proposant des crédits à la consommation.

– sont regroupés et débiteés en une seule fois à la fin du mois. Ce système permet non seulement de mieux planifier ses dépenses, mais également de réduire les contraintes liées aux paiements échelonnés. Les utilisateurs de la carte de débit différé bénéficient de nombreux outils de suivi. Chaque transaction déclenche une notification via un SMS, et les clients peuvent accéder en temps réel à leurs opérations différées et retraits autorisés grâce aux plateformes numériques des banques

concernées. De quoi, en somme, révolutionner les habitudes des consommateurs algériens. En plus de son caractère innovant, la carte offre un accès aux services bancaires classiques, notamment la consultation du solde, le retrait d'espèces, le paiement en ligne, ou encore l'impression de RIB. Destinée aux titulaires de comptes chèques classiques, cette carte répond aux attentes d'une clientèle à la recherche de praticité et de maîtrise budgétaires.

Azedine Maktour

LE PRÉSIDENT DE LA COSOB L'A ANNONCÉ HIER

«Djezzy» sera bientôt introduite en bourse

Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), Youssef Bouznada, a déclaré que l'année 2024 a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la Bourse d'Alger, enregistrant des performances inédites depuis sa création en 1997.

Lors de son passage dans l'émission «Invité du matin» sur la première chaîne de la Radio nationale, il a également annoncé une étape majeure prévue pour 2025 : l'introduction de l'entreprise Djezzy en bourse au cours du premier semestre. Cette opération, selon lui, constituera une avancée importante pour le marché financier algérien.

M. Bouznada a dévoilé des chiffres qui illustrent l'essor remarquable de la Bourse d'Alger. La capitalisation boursière a atteint 518 milliards de dinars, marquant une progression exceptionnelle de 700% par rapport à l'année précédente. En parallèle, le volume des transactions a dépassé les 2,7 milliards de dinars à la fin de 2024, soit une augmentation de 500% par rapport à la même période en 2023. Ces résultats, inédits dans l'histoire de la Bourse d'Alger, témoignent, selon le président de la COSOB, de la confiance croissante des investisseurs dans le marché financier national. Pour

expliquer cette dynamique, Youssef Bouznada a évoqué la mise en œuvre d'un plan stratégique structuré autour de trois axes principaux.

Le premier concerne la modernisation des infrastructures techniques de la Bourse d'Alger. Un projet de système d'information de pointe pour la gestion des opérations boursières est en cours de finalisation. Ce nouveau système, qui sera opérationnel dès le premier semestre 2025, vise à améliorer l'efficacité, la transparence et la sécurité des transactions, tout en renforçant l'attractivité de la place boursière algérienne auprès des investisseurs nationaux et étrangers. Le deuxième axe est centré sur la diversification des produits financiers proposés, conformément à la nouvelle loi sur le marché financier.

Parmi les innovations majeures figure l'introduction des sukuk (obligations islamiques), un instrument qui devrait attirer un nouveau segment d'investisseurs, notamment



Direction générale de Djezzy.

ceux soucieux de respecter les principes de la finance islamique. Cette initiative reflète la volonté des autorités de développer un marché boursier inclusif, capable de répondre aux attentes des différentes catégories d'investisseurs. Le troisième axe porte sur la simplification des procédures et des conditions d'introduction en bourse. L'objectif est de rendre le marché financier plus accessible, notamment pour les

petites et moyennes entreprises (PME). M. Bouznada a souligné que les PME peuvent désormais intégrer la Bourse à condition d'ouvrir leur capital à hauteur d'un milliard de centimes.

Par ailleurs, des efforts sont en cours pour sensibiliser les entreprises et les investisseurs aux avantages de la cotation en bourse, un levier essentiel pour mobiliser des financements et dynamiser l'écono-

mie nationale. L'annonce de l'introduction prochaine de Djezzy en bourse constitue un événement majeur. M. Bouznada a qualifié cette opération de «pas décisif» dans le développement de la Bourse d'Alger. Djezzy, l'un des principaux opérateurs de télécommunications en Algérie, apportera une profondeur significative au marché boursier grâce à son envergure et à son attractivité auprès des investisseurs.

Cette introduction devrait également inciter d'autres grandes entreprises à suivre cet exemple, contribuant ainsi à diversifier et à renforcer la structure du marché financier algérien. Le responsable a insisté sur l'importance de la modernisation et de l'ouverture du marché boursier, pour accompagner la transformation économique du pays. Il a rappelé que la Bourse d'Alger doit jouer un rôle central dans le financement des projets et des entreprises, en offrant des solutions alternatives aux modes de financement traditionnels.

Selon lui, les résultats de 2024 ne sont qu'un début, et les réformes en cours permettront de faire de la Bourse d'Alger un acteur incontournable du développement économique en Algérie.

Ilhem Tir

PRIX DES BIENS ALIMENTAIRES AU MOIS DE NOVEMBRE 2024

Une légère baisse, selon l'ONS

● Cette tendance est due, essentiellement, à la baisse des prix des biens alimentaires qui ont affiché une variation de -2,7%, selon la même source.



Les prix des produits agricoles frais ont régressé de 3,8%, essentiellement ceux des légumes et des fruits

Les prix des biens alimentaires ont baissé de -2,8% au mois de novembre 2024 par rapport au mois précédent (qui s'est caractérisé par une hausse de 0,5%), selon l'Office national des statistiques (ONS). L'indice général des prix à la consommation, au niveau national a enregistré une variation de -1,0% alors que l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré, quant à lui, une baisse de 0,6% durant la même période. Cette tendance est due, essentiellement, à la baisse des prix des biens alimentaires qui ont affiché une variation de -2,7%, selon la même source. Et d'indiquer que les prix des produits agricoles frais ont régressé de 3,8%, dont les plus

concernés sont, essentiellement, les légumes (-16,2%), les fruits (-8,9%) et à un degré moindre la pomme de terre et la viande de poulet, respectivement (-3,7% et -1,3%). Les produits alimentaires industriels ont baissé de -1,3%. Une baisse, due essentiellement, au recul du prix du café qui a atteint un taux remarquable de -16,3%, selon l'ONS. En revanche, les prix de quelques produits ont augmenté, dont les poissons (+6,9%) et à un degré moindre les œufs (+0,4%). D'une part, les prix des produits agricoles frais ont enregistré une variation de +3,5% avec une croissance de 11,9% pour la viande et abats de mouton. Et d'autre part, les prix des biens alimentaires industriels ont accusé un

taux négatif de -0,8%, avec une variation de -3,0% pour le sous-groupe café, thé infusion. En novembre 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, les prix des produits manufacturés ont connu une hausse de 1,8% alors que ceux des services ont marqué une relative stabilité (+0,1%). L'évolution des prix des produits manufacturés, durant la même période a atteint un taux de +5,6%, alors que celle des services a été de +2,0%. L'ONS a tenu à rappeler, par ailleurs, que l'indice national des prix à la consommation est établi sur la base d'observation des prix effectuée auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Cet indice permet

essentiellement de disposer d'indicateurs d'évolution des prix de détail sur l'ensemble du territoire national, permettant ainsi une analyse comparative de l'évolution des prix entre Alger et les autres régions du pays.

Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a enregistré en novembre dernier, une hausse de 0,1% par rapport au mois précédent. Au mois de novembre 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation était de +3,1%. Le rythme d'inflation annuel (décembre 2023 à novembre 2024 / décembre 2022 à novembre 2023) était de +4,4%.

Mahmoud Mamart

تقرير الديوان الوطني للإحصائيات يؤكد

نمو الإنتاج الصناعي العمومي بنسبة 3.2% في الربع الثالث من 2024

- الطاقة والمناجم و مواد البناء تسجل معدلات نمو إيجابية
- قفزة في الصناعات الكيماوية بنسبة 14.9% بعد تراجع في بداية العام
- النسيج والجلود يقودان نمو القطاع الصناعي بنسب تتجاوز 39 بالمائة

أظهر القطاع الصناعي العام الوطني ديناميكية نمو إيجابية، حيث ارتفع الإنتاج الصناعي بنسبة 3.2% في الربع الثالث من العام 2024، مقارنة بالفترة نفسها من العام السابق، حسبما تشير إليه أحدث نشرة صادرة عن الديوان الوطني للإحصائيات. وعلى مدى الأشهر التسعة الأولى من سنة 2024، سجل الإنتاج الصناعي في القطاع العمومي نمواً إجمالياً بنسبة 3.3%، وفقاً للهيئته ذاتها، التي أفادت بأن بعض القطاعات تطورت بشكل جيد خلال الربع الثالث من سنة 2024 مقارنة بقطاعات أخرى شهدت نوعاً من الميل نحو الانخفاض.

والغاز الطبيعي بـ 1.5+ وتكرير النفط الخام بـ 9.2+، بعد تلك التي بلغت 1.1- و 1.4- على التوالي خلال الفترة نفسها من العام السابق، فقد سجل الديوان انخفاضاً لفرع تمبيغ الغاز الطبيعي بنسبة -18.9%، وهو انخفاض محسوس أثر على الاتجاه العام للقطاع بنسبة -0.7%. بالمقابل، سجل قطاع المناجم والمحاجر نمواً إضافياً بنسبة 6.3+ خلال الربع الثالث من عام 2024. ويأتي هذا الاتجاه بشكل أساسي من استخراج الحجير والطين والرمل، وهو فرع رئيسي للقطاع الذي يواصل تقدمه بشكل كبير اعتباراً من الربع الثاني من عام 2023. ويبلغ المعدل المسجل خلال هذا الربع 15.1+، ومن استخراج الخام من المواد المعدنية الذي انتعش بتسوية 19.5+ في الربع الثاني، الذي يؤكد ذلك المنحى بتسجيل نسبة 67.1% في الثلاثي الثالث. وتراجعت مجموعة استخراج خام الحديد للربع الثالث على التوالي بنسبة -30.8%، ومجموعة استخراج الملح بنسبة -31.6%، ومجموعة استخراج الفوسفات بنسبة -3.8%.

من جانب آخر، عرف قطاع صناعات الحديد والعماد والصناعات الميكانيكية والكهربائية والإلكترونية، تراجعاً مسجلاً ثانياً سلبياً جديداً بنسبة 2.1- خلال الثلاثي الثالث من 2024، وتعمرت بعض فروع القطاع بزيادات كبيرة، بما في ذلك صناعة المعادن الوسيطة والسلع المعدّات الميكانيكية (42.9+%)، وصناعة تحويل الحديد الزهر المصهور والصلب (37.6+) ومعالجة المعادن غير الحديدية (39.8+) والأثاث المعدني (15.4+). ومن ناحية أخرى، تراجعت الفروع الأخرى بشكل كبير، على غرار تصنيع السلع الاستهلاكية والمعدّات الكهربائية التي انخفضت بنسبة 53.8% و 13.6% على التوالي، وصناعة السلع الاستهلاكية المعدنية (9.0-) والميكانيكا الدقيقة للمعدّات بنسبة -68.5%.

وفيما وصل قطاع مواد البناء نموه بنسبة 6.3+ خلال الثلاثي الثالث من 2024؛ فإن الصناعات الكيماوية عرفت نمواً معتبراً، حيث عرف إنتاج القطاع نمواً بـ 14.9%، فيما اتسم قطاع الصناعة الغذائية بالاستقرار، وعرف قطاع النسيج نمواً إيجابياً بـ 39.8% خلال الثلاثي الثالث من 2024، موازاة مع تسجيل نمو في قطاع إنتاج الجلود.



حفظ صوابي

● وفقاً لتقرير الديوان الوطني للإحصائيات، سجل الإنتاج الصناعي في القطاع العمومي الوطني ارتفاعاً بنسبة 3.2% خلال الثلاثي الثالث من سنة 2024، مقارنة بالفترة نفسها من السنة السابقة التي تميزت بنمو ملموس بنسبة 7.3%، مما جعل النمو في التسعة أشهر من سنة 2024 عند 3.3%.

ولاحظ الديوان في تقريره "تطورت بعض القطاعات بشكل جيد خلال الربع الثالث من عام 2024 مقارنة بقطاعات أخرى اتسمت بالتراجع، وأظهرت قطاعات الطاقة والمناجم والمحاجر و مواد البناء تباينات إيجابية بلغت 4.8% و 6.3% و 6.3% على التوالي، مسجلة معدلات ملحوظة، لكنها لا تزال أقل من تلك التي لوحظت في الفترة نفسها من العام السابق: أي 7.6+، 12.8% و 10.5%، على التوالي".

وأشار الديوان أنه "بعد انخفاض بنسبة 5.8% في الربع الأول من العام واستقرار نسبي بنسبة -0.4% في الربع الثاني، ارتفع الإنتاج في الصناعات الكيماوية بشكل ملحوظ؛ ليسجل نمواً بنسبة 14.9+%. أيضاً، مع انتعاش جديد، حققت صناعات النسيج تبايناً ملحوظاً بنسبة 39.8+، بعد انخفاض طفيف بنسبة 1.9- خلال الربع السابق، وتواصل الصناعات الجلدية نموها وتسجيل معدلاً ملحوظاً قدره 55.4+ بعد

16.5+ المسجلة في الربع السابق". من ناحية أخرى، أظهر الإنتاج في قطاعات صناعات الحديد والعماد والصناعات الميكانيكية والكهربائية والإلكترونية، انخفاضاً إضافياً بنسبة 2.1- خلال الربع الثالث من عام 2024 مقارنة بالفترة نفسها من العام السابق، الذي يتميز بنمو ملحوظ (16.0+%). ومع ذلك، لا يزال أقل بكثير من المعدل المسجل في الربع السابق (-18.2%). وبالمثل، انخفض الإنتاج في الصناعات الخشبية للربع الثاني على التوالي وأظهر معدّل -19.7%. علاوة على ذلك، للربع الثاني على التوالي، ظل قطاع المحروقات مستقرًا نسبيًا مقارنة بالفترة نفسها من العام السابق، حيث سجلت معدلات -0.7% و المواد الغذائية الزراعية 0.1+%. وفيما يتعلق بالخصائص الرئيسية للنمو خلال الربع الثالث من عام 2024، أكد التقرير تطور الإنتاج الصناعي حسب قطاع النشاط، فقد وصل قطاع الطاقة نموه وسجل معدلاً جديداً بـ 4.8% خلال هذا الربع الثالث من عام 2024 مقارنة بالفترة نفسها من العام السابق، التي تم تحديدها بمعدل أفضل قدره 7.6+، وبذلك بلغ المتوسط للأشهر التسعة من العام إلى 5.8+.

من جانب آخر، شهد إنتاج المحروقات استقراراً نسبياً خلال الربع الثالث من عام 2024. وعلى الرغم من الزيادات الملحوظة إلى حد ما التي سجلها إنتاج النفط الخام



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger